

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

STATUTES OF CANADA 1998

LOIS DU CANADA (1998)

CHAPTER 8

CHAPITRE 8

An Act to amend the Telecommunications Act and the
Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur
la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada

BILL C-17

ASSENTED TO 12th MAY, 1998

PROJET DE LOI C-17

SANCTIONNÉ LE 12 MAI 1998

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act".

SUMMARY

This enactment amends the *Telecommunications Act* and the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act* in order to implement Canada's obligations to liberalize basic international telecommunications services under the Fourth Protocol to the General Agreement on Trade in Services. Consistent with these obligations, the amendments to the *Telecommunications Act*

(a) authorize the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to establish a licensing regime for telecommunications service providers and to administer telecommunications numbering resources and other activities related to telecommunications; and

(b) augment the existing regime for the certification and inspection of telecommunications equipment in Canada.

Amendments to the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act* repeal provisions that are inconsistent with the termination of Teleglobe Canada Inc.'s monopoly in the provision of facilities for telecommunications services between Canada and overseas.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les télécommunications* et la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada* afin de mettre en oeuvre les obligations du Canada en matière de libéralisation des services de télécommunication internationale de base prévues par le Quatrième protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services. Conformément à ces obligations, les modifications visent :

a) d'une part, à permettre au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes de mettre en place un régime de licences pour les fournisseurs de services de télécommunication et de gérer les ressources de numérotage et d'autres activités liées aux télécommunications;

b) d'autre part, à améliorer le régime de certification et d'inspection des appareils de télécommunication existant au Canada.

Les modifications de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada* abrogent les dispositions qui sont incompatibles avec la fin du monopole de Téléglobe Canada en ce qui a trait à la fourniture d'installations destinées aux services de télécommunication transocéanique.

46-47 ELIZABETH II

46-47 ELIZABETH II

CHAPTER 8

CHAPITRE 8

An Act to amend the Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada

[Assented to 12th May, 1998]

[Sanctionnée le 12 mai 1998]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1993, c. 38;
1995, c. 1

TELECOMMUNICATIONS ACT

LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

1993, ch. 38;
1995, ch. 1

1. Subsection 2(1) of the *Telecommunications Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

1. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les télécommunications* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“telecommunications service provider”
« fournisseur de services de télécommunication »

“telecommunications service provider” means a person who provides basic telecommunications services, including by exempt transmission apparatus;

« fournisseur de services de télécommunication » La personne qui fournit des services de télécommunication de base, y compris au moyen d'un appareil de transmission exclu.

« fournisseur de services de télécommunication »
“telecommunications service provider”

2. Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

2. L'article 16 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Exemption

(5) Subsections (1), (2) and (4) do not apply in respect of the ownership or operation of

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) ne s'appliquent pas en ce qui touche la propriété ou l'exploitation tant des câbles sous-marins internationaux que des stations terriennes qui assurent des services de télécommunication par satellites.

Exclusion

(a) international submarine cables; or

(b) earth stations that provide telecommunications services by means of satellites.

3. The Act is amended by adding the following after section 16:

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

*International Telecommunications Services
Licences*

*Licences de services de télécommunication
internationale*

Licence
requise —
classes de
services de
télécommu-
nications
service
providers

16.1 (1) No telecommunications service provider that is of a class specified by the Commission shall provide international telecommunications services except in accordance with an international telecommunications service licence.

16.1 (1) Les fournisseurs de services de télécommunication, quand ils appartiennent aux catégories précisées par le Conseil, ne peuvent fournir des services de télécommunication internationale sans une licence de services de télécommunication internationale.

Licence
obligatoire —
fournisseurs
de services de
télécommu-
nication

Licence
requise —
classes de
service

(2) No telecommunications service provider shall, except in accordance with an international telecommunications service licence, provide international telecommunications services that are within a class of telecommunications services specified by the Commission.

(2) Les fournisseurs de services de télécommunication ne peuvent fournir les services de télécommunication internationale d'une catégorie précisée par le Conseil, sauf en conformité avec une licence de services de télécommunication internationale.

Licence
obligatoire —
services de
télécommu-
nication

Application

16.2 An application for the issuance, renewal or amendment of an international telecommunications service licence must be made in the form and manner and with the information specified by the Commission, and be accompanied by the fee prescribed under subsection 68(1).

16.2 Les demandes d'attribution, de renouvellement ou de modification d'une licence de services de télécommunication internationale se font selon les modalités prévues par le Conseil et doivent être accompagnées des renseignements exigés par celui-ci ainsi que du paiement des droits fixés aux termes du paragraphe 68(1).

Demandes

Issuance of
licences

16.3 (1) The Commission may, on application, issue an international telecommunications service licence.

16.3 (1) Le Conseil peut attribuer une licence de services de télécommunication internationale sur demande.

Attribution

Conditions

(2) The Commission may, in respect of international telecommunications services,

(a) establish licence conditions in respect of classes of telecommunications service providers or classes of international telecommunications services; and

(b) include in a licence conditions that are related to the circumstances of the licensee and that the Commission considers appropriate.

(2) Il peut, en ce qui concerne les services de télécommunication internationale :

a) prévoir des conditions de la licence pour une catégorie de fournisseurs de services de télécommunication ou une catégorie de services de télécommunication internationale;

b) assortir toute licence des conditions liées à la situation du titulaire qu'il estime indiquées.

Conditions

Amendment

(3) The Commission may, on application by any interested person or on its own motion, amend any conditions of a licence.

(3) Les conditions peuvent être modifiées soit sur demande d'un intéressé, soit de la propre initiative du Conseil.

Modification

Term

(4) The term of a licence may not exceed ten years on its issuance or renewal.

(4) La période de validité de la licence délivrée ou renouvelée ne peut excéder dix ans.

Période de
validité

Renewal

(5) A licence may be renewed on application by the licensee.

(5) Le renouvellement se fait sur demande du titulaire.

Renouvelle-
ment

Transfer

(6) A licence is not transferable except with the consent of the Commission.

(6) Sauf sur consentement du Conseil, la licence n'est pas transférable.

Incessibilité

Suspension and revocation of telecommunications service licences

16.4 (1) The Commission may suspend or revoke an international telecommunications service licence whenever the Commission believes on reasonable grounds that the licensee has contravened this Act, the regulations or any condition of the licence, but the licensee must first be given notice in writing of the reasons for the suspension or revocation and a reasonable opportunity to make representations to the Commission.

16.4 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que le titulaire d'une licence de services de télécommunication internationale a contrevenu à la présente loi, à ses règlements ou aux conditions de la licence, le Conseil peut suspendre ou révoquer celle-ci après, d'une part, avoir donné au titulaire un avis écrit motivant la prise de cette mesure et, d'autre part, lui avoir accordé la possibilité de présenter ses observations.

Suspension et révocation de licences

Consent of licensee

(2) The Commission may suspend or revoke a licence with the consent of, or on application by, the licensee.

(2) Il peut en outre suspendre ou révoquer la licence sur demande du titulaire ou avec son consentement.

Consentement du titulaire

4. Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

4. Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Issuance of licences

19. (1) The Minister may, on application, issue an international submarine cable licence to a person who is eligible under the regulations to hold the licence.

19. (1) Le ministre peut attribuer une licence de câble sous-marin international à toute personne admissible en vertu des règlements.

Attribution

5. Paragraph 22(2)(c) of the Act is replaced by the following:

5. L'alinéa 22(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) prescribing classes of international submarine cable licences and determining the persons eligible to hold licences of any particular class;

c) établir les catégories de licences de câble sous-marin international et déterminer les personnes pouvant être titulaires de telles licences;

6. The Act is amended by adding the following after section 46:

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :

Telecommunications Numbering and Other Matters

Ressources en matière de numérotage et autres questions

Administration by Commission

46.1 The Commission may, if it determines that to do so would facilitate the interoperation of Canadian telecommunications networks,

46.1 S'il conclut que cela facilitera l'interfonctionnement des réseaux de télécommunication canadiens, le Conseil peut :

Attributions du Conseil

(a) administer

(i) databases or information, administrative or operational systems related to the functioning of telecommunications networks, or

(ii) numbering resources used in the functioning of telecommunications networks, including the portion of the North American Numbering Plan resources that relates to Canadian telecommunications networks; and

a) gérer les systèmes informatiques, administratifs ou opérationnels et les banques de données relatives au fonctionnement des réseaux de télécommunication, ainsi que les ressources en matière de numérotage servant à l'exploitation des réseaux de télécommunication, y compris la partie du Plan de numérotage nord-américain y afférente;

b) trancher toute question et rendre toute ordonnance en ce qui touche à ces systèmes, banques de données et ressources.

(b) determine any matter and make any order with respect to the databases, information, administrative or operational systems or numbering resources.

Delegation of powers

46.2 (1) The Commission may, in writing and on specified terms, delegate any of its powers under section 46.1 to any person, including any body created by the Commission for that purpose.

46.2 (1) Le Conseil peut, par écrit et aux conditions qu'il précise, déléguer à toute personne qu'il désigne, y compris tout organisme qu'il crée à cette fin, tout pouvoir que lui confère l'article 46.1.

Délégation

Decision of delegate

(2) For the purposes of sections 62 and 63, a decision of a delegate is deemed to be a decision of the Commission.

(2) Pour l'application des articles 62 et 63, toute décision du délégataire est réputée être une décision du Conseil.

Décision du délégataire

Decision of Commission

(3) For greater certainty, a delegation of powers is a decision of the Commission.

(3) Il est entendu que la délégation de pouvoir constitue une décision du Conseil.

Décision du Conseil

Revocation of delegation

(4) The Commission may, in writing, revoke a delegation of powers. A revocation is deemed not to be a decision of the Commission.

(4) Le Conseil peut, par écrit, révoquer la délégation; la révocation est réputée ne pas constituer une décision.

Révocation

Rates

46.3 (1) Subject to subsection (2), a delegate may charge rates for exercising delegated powers.

46.3 (1) Le délégataire peut imposer des tarifs pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués.

Tarifs

Regulation of rates

(2) The Commission may regulate the rates charged by a delegate, whether by requiring pre-approval of the rates or otherwise.

(2) Le Conseil peut régir les tarifs imposés par le délégataire, notamment en les subordonnant à son approbation préalable.

Approbation préalable

Financial Administration Act does not apply

(3) Notwithstanding the *Financial Administration Act*, money collected by a delegate is deemed not to be public money.

(3) Malgré la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les sommes perçues par le délégataire sont réputées ne pas être des fonds publics.

Propriété des sommes perçues

Regulation of conditions and rates

46.4 The Commission may regulate
(a) the manner in which any person provides services relating to any of the matters referred to in paragraph 46.1(a); and
(b) the rates, whether by requiring pre-approval of the rates or otherwise, charged by the person.

46.4 Le Conseil peut :
a) régir les modalités de fourniture de services sur toute question mentionnée à l'alinéa 46.1a);
b) régir les tarifs imposés par toute personne qui fournit de tels services, notamment en les subordonnant à son approbation préalable.

Modalités de fourniture des services

Contribution to fund

46.5 (1) The Commission may require any telecommunications service provider to contribute, subject to any conditions that the Commission may set, to a fund to support continuing access by Canadians to basic telecommunications services.

46.5 (1) Le Conseil peut enjoindre à un fournisseur de services de télécommunication de contribuer, aux conditions qu'il détermine, à un fonds établi pour soutenir l'accès continu à des services de télécommunication de base aux Canadiens.

Contribution financière

Designation of administrator
Regulation of administration and rates

(2) The Commission must designate a person to administer the fund.

(3) The Commission may regulate

(a) the manner in which the administrator administers the fund; and

(b) the rates, whether by requiring pre-approval of the rates or otherwise, charged by the administrator for administering the fund.

7. Subsection 67(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) prescribing classes of international telecommunications service licences;

(b.2) requiring international telecommunications service licensees to publish their licences or otherwise make them available for public inspection;

8. The Act is amended by adding the following after section 69:

PART IV.1

TELECOMMUNICATIONS APPARATUS

Application

69.1 This Part applies to telecommunications apparatus that can be

(a) connected to telecommunications networks of Canadian carriers; and

(b) used by a telecommunications service subscriber at their premises.

Prohibitions

69.2 (1) No person shall distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications apparatus for which a technical acceptance certificate is required under this Act, otherwise than in accordance with such a certificate.

(2) No person shall distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications apparatus for which technical specifications or markings are required under paragraph 69.4(1)(a), unless the apparatus complies with those requirements.

Technical acceptance certificate

Specifications and markings

(2) Il désigne le gestionnaire du fonds.

(3) Il peut régir les tarifs imposés par le gestionnaire pour la gestion du fonds, notamment en les subordonnant à son approbation préalable, ainsi que la manière de gérer ce fonds.

7. Le paragraphe 67(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) établir les catégories de licences de services de télécommunication internationale;

b.2) exiger des titulaires de licences de services de télécommunication internationale la publication ou la mise à la disposition du public de celles-ci;

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 69, de ce qui suit :

PARTIE IV.1

APPAREILS DE TÉLÉCOMMUNICATION

Application

69.1 La présente partie s'applique aux appareils de télécommunication pouvant être reliés à un réseau de télécommunication d'une entreprise canadienne et utilisés dans les locaux d'un abonné d'un service de télécommunication.

Interdictions

69.2 (1) Il est interdit de distribuer, louer, mettre en vente, vendre ou importer tout appareil de télécommunication pour lequel un certificat d'approbation technique est exigé au titre de la présente loi, si ce n'est en conformité avec celui-ci.

(2) Il est interdit de se livrer aux mêmes activités à l'égard de tout appareil de télécommunication qui ne respecte pas les spécifications techniques ou les normes de marquage qui lui sont imposées en application de l'alinéa 69.4(1)a).

Gestionnaire

Pouvoirs du Conseil

Application

Certificat d'approbation technique

Normes

*Minister's Powers*Minister's
powers

69.3 (1) Subject to any regulations made under section 69.4, the Minister may, taking into account all matters that the Minister considers relevant to further the Canadian telecommunications policy objectives,

- (a) issue technical acceptance certificates in respect of telecommunications apparatus and fix the duration and conditions of any such certificate;
- (b) change the duration and amend the conditions of certificates;
- (c) make available to the public any information set out in certificates;
- (d) establish technical specifications and markings in relation to telecommunications apparatus or any class of telecommunications apparatus;
- (e) test telecommunications apparatus for compliance with technical specifications and markings required under this Part;
- (f) require holders of, and applicants for, certificates to disclose to the Minister any information that the Minister considers appropriate respecting the present and proposed use of the telecommunications apparatus in question;
- (g) require holders of certificates to inform the Minister of any material changes in information disclosed under paragraph (f);
- (h) appoint inspectors for the purposes of this Part; and
- (i) do any other thing necessary for the effective administration of this Part.

Delegation of
powers

(2) The Minister may authorize any person to perform such powers on behalf of the Minister under paragraph (1)(a) as the Minister may determine and subject to the conditions that the Minister may fix.

*Pouvoirs ministériels*Pouvoirs
ministériels

69.3 (1) Sous réserve de tout règlement pris en application de l'article 69.4, le ministre peut, compte tenu des questions qu'il juge pertinentes afin d'assurer la mise en oeuvre de la politique canadienne de télécommunication :

- a) délivrer, en les assortissant éventuellement de conditions, des certificats d'approbation technique à l'égard des appareils de télécommunication et en fixer la durée;
- b) modifier les conditions ou la durée de tels certificats;
- c) mettre à la disposition du public tout renseignement y figurant;
- d) fixer les spécifications techniques et les normes de marquage applicables aux appareils de télécommunication ou à toute catégorie de ceux-ci;
- e) procéder à l'essai d'appareils de télécommunication pour s'assurer de leur conformité aux spécifications techniques ou aux normes de marquage fixées sous le régime de la présente partie;
- f) exiger que les demandeurs et les titulaires de licences lui communiquent tout renseignement qu'il estime indiqué concernant l'utilisation — présente et future — de l'appareil de télécommunication;
- g) exiger que ces titulaires l'informent de toute modification importante des renseignements ainsi communiqués;
- h) nommer les inspecteurs pour l'application de la présente partie;
- i) prendre toute autre mesure nécessaire pour l'application efficace de la présente partie.

Délégation

(2) Le ministre peut autoriser toute personne à exercer, en son nom et aux conditions qu'il fixe, les pouvoirs que lui confère l'alinéa (1)a) qu'il détermine.

Suspension or
revocation of
certificate

(3) The Minister may suspend or revoke a certificate

(a) with the consent of the holder of the certificate;

(b) after giving written notice to the holder and giving the holder a reasonable opportunity to make representations to the Minister with respect to the notice, if the Minister is satisfied that

(i) the holder has contravened this Part, the regulations or the conditions of the certificate, or

(ii) the certificate was obtained through misrepresentation; or

(c) on giving written notice of suspension or revocation to the holder, without having to give the holder an opportunity to make representations to the Minister with respect to the notice, if the holder has failed to comply with a request to pay fees or interest due.

Powers of Governor in Council and Others

Regulations

69.4 (1) The Governor in Council may make regulations

(a) respecting requirements for technical specifications and markings in relation to telecommunications apparatus or any class of telecommunications apparatus;

(b) prescribing telecommunications apparatus, or classes of telecommunications apparatus, in respect of which a technical acceptance certificate is required;

(c) respecting the inspection, testing and approval of telecommunications apparatus in relation to technical acceptance certificates;

(d) prescribing the form of technical acceptance certificates or markings, or any class of certificates or markings;

(e) prescribing the procedure governing applications for technical acceptance certificates, or any class of certificates, and the issuing of certificates by the Minister;

(f) prescribing the conditions of technical acceptance certificates, including conditions as to the services that may be provided by the holder of a certificate;

(3) Le ministre peut suspendre ou annuler le certificat dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il a le consentement du titulaire;

b) il est convaincu, après avoir donné au titulaire un avis écrit et la possibilité de lui présenter ses observations à cet égard :

(i) soit que celui-ci a enfreint la présente partie, ses règlements d'application ou les conditions du certificat,

(ii) soit que le certificat a été obtenu sous de fausses représentations;

c) il donne un avis écrit de suspension ou d'annulation au titulaire, mais sans nécessairement lui accorder la possibilité de lui présenter ses observations, lorsque celui-ci n'a pas satisfait à une demande de paiement des droits ou intérêts dus.

Pouvoirs du gouverneur en conseil et autres

Suspension
ou annulation
du certificat

69.4 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir les spécifications techniques et les normes de marquage applicables aux appareils de télécommunication ou à toute catégorie de ceux-ci;

b) préciser ceux d'entre eux — ou les catégories — qui sont assujettis au certificat d'approbation technique;

c) régir l'inspection, l'essai et l'approbation des appareils de télécommunication en vue de la délivrance des certificats;

d) fixer la forme de ceux-ci et des marquages ou de leurs catégories;

e) préciser la procédure de demande des certificats ou de toute catégorie de ceux-ci, ainsi que de délivrance des certificats par le ministre;

f) fixer les conditions des certificats, notamment celles qui concernent les services pouvant être fournis par leur titulaire;

g) préciser les fonctions des inspecteurs et les qualités requises des personnes pouvant le devenir, et régir leur admissibilité au poste;

Règlements

(g) prescribing the eligibility and qualifications of persons who may be appointed as inspectors, and the duties of inspectors;

(h) for giving effect to international agreements, conventions or treaties respecting telecommunications apparatus to which Canada is a party;

(i) prescribing fees for technical acceptance certificates, applications for certificates and examinations or testing in relation to certificates, and respecting interest payable on unpaid fees;

(j) prescribing anything that by this Part is to be prescribed; and

(k) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

h) donner effet aux accords, conventions ou traités internationaux sur les appareils de télécommunication auxquels le Canada est partie;

i) fixer les droits à payer — et les intérêts afférents à ceux-ci — pour les demandes de certificats d'approbation technique, les examens ou les essais nécessaires en vue de leur délivrance;

j) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

k) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

Incorporation
by reference

(2) For greater certainty, a regulation made under subsection (1) incorporating by reference a classification, standard, procedure or other specification may incorporate the classification, standard, procedure or specification as amended from time to time.

(2) Il est entendu qu'il peut être précisé, dans le règlement d'application du paragraphe (1) qui incorpore par renvoi des spécifications — classifications, normes ou modalités —, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

Incorporation
par renvoi

Powers of
inspectors

69.5 (1) Subject to subsection (2), an inspector appointed under paragraph 69.3(1)(h) may, at any reasonable time, for the purpose of enforcing this Part,

(a) enter any place of business that the inspector believes on reasonable grounds is being used to distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications apparatus referred to in section 69.2;

(b) examine any telecommunications apparatus found in a place referred to in paragraph (a); and

(c) examine any logs, books, reports, test data, records, shipping bills, bills of lading or other documents or papers found in a place referred to in paragraph (a) that the inspector believes on reasonable grounds contain information relevant to the enforcement of this Part, and make copies of, or take extracts from, them.

69.5 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'inspecteur nommé au titre de l'alinéa 69.3(1)h) peut, à toute heure convenable, pour l'application de la présente partie :

a) pénétrer dans tout lieu d'affaires s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y fait la distribution, la location, la mise en vente, la vente ou l'importation d'appareils de télécommunication visés à l'article 69.2;

b) examiner tout appareil de télécommunication trouvé sur les lieux;

c) procéder à l'examen et à la reproduction totale ou partielle des documents ou pièces — notamment livres, rapports, résultats d'essai ou d'analyse, dossiers, bordereaux d'expédition et connaissements — trouvés sur les lieux et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à l'application de la présente partie.

Pouvoirs des
inspecteurs

Assistance to
inspectors

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties under this Part, and shall give the inspector

(2) Le propriétaire ou responsable du lieu visé est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger.

Assistance à
l'inspecteur

any information that the inspector reasonably requests.

Obstruction,
false
information

(3) When an inspector is carrying out duties under this Part, no person shall

- (a) resist or wilfully obstruct the inspector; or
- (b) knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector.

9. (1) The portion of subsection 73(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Offences

73. (1) Every person who contravenes subsection 16(4) or 16.1(1) or (2) or section 17 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable

(2) Paragraph 73(2)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) contravenes section 25, subsection 27(1) or (2) or section 69.2,

(3) Paragraph 73(2)(d) of the Act is replaced by the following:

- (d) knowingly makes a material misrepresentation of fact or omits to state a material fact to the Minister, the Commission, a person appointed under section 70 or an inspector appointed under paragraph 69.3(1)(h) or section 71

(4) Section 73 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Injunctions

(7) If a court of competent jurisdiction is satisfied, on application by the Minister, that a contravention of section 69.2 is being or is likely to be committed, the court may grant an injunction, subject to any conditions that the court considers appropriate, ordering any person to cease or refrain from any activity related to that offence.

Federal Court

(8) For the purposes of subsection (7), the Federal Court is a court of competent jurisdiction.

(3) Il est interdit :

- a) d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions;
- b) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse.

9. (1) Le passage du paragraphe 73(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

73. (1) Quiconque contrevient aux paragraphes 16(4) ou 16.1(1) ou (2) ou à l'article 17 commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale :

(2) L'alinéa 73(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) contrevient à l'article 25, aux paragraphes 27(1) ou (2) ou à l'article 69.2;

(3) L'alinéa 73(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- d) sciemment, fait au Conseil, au ministre, à la personne désignée au titre de l'article 70 ou à l'inspecteur visé à l'alinéa 69.3(1)h) ou à l'article 71 une présentation erronée de faits importants ou omet de lui mentionner l'un de ceux-ci.

(4) L'article 73 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(7) S'il est convaincu qu'une contravention à l'article 69.2 se commet ou est sur le point d'être commise, le tribunal compétent peut, sur demande du ministre, accorder une injonction, assortie des conditions qu'il juge indiquées, ordonnant à quiconque de cesser toute activité liée à l'infraction ou de s'en abstenir.

(8) La Cour fédérale est, pour l'application du paragraphe (7), un tribunal compétent.

Entrave et
fausses
déclarations

Infractions

Injonctions

Cour fédérale

10. The Act is amended by adding the following after section 74:

Forfeiture

Forfeiture of telecommunications apparatus

74.1 (1) In the case of a conviction for an offence arising out of a contravention of subsection 69.2(1) or (2), any telecommunications apparatus in relation to which or by means of which the offence was committed may be forfeited to Her Majesty in right of Canada by order of the Minister for the disposition, subject to subsections (2) to (6), that the Minister may direct.

Notice of forfeiture

(2) If apparatus is ordered to be forfeited under subsection (1), the Minister shall cause a notice of the forfeiture to be published in the *Canada Gazette*.

Application by person claiming interest

(3) Any person, other than a party to the proceedings that resulted in a forfeiture under subsection (1), who claims an interest in the apparatus as owner, mortgagee, hypothecary creditor, holder of a prior claim, lien holder or holder of any like right or interest may, within ninety days after the making of the order of forfeiture, apply to any superior court of competent jurisdiction for an order under subsection (6), in which case the court shall fix a day for the hearing of the application.

Notice

(4) The court may find the application abandoned if the applicant does not, at least thirty days before the day fixed for the hearing of the application, serve a notice of the application and of the hearing on the Minister and on all other persons claiming an interest in the apparatus that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, hypothecary creditor, holder of a prior claim, lien holder or holder of any like right or interest of whom the applicant has knowledge.

Notice of intervention

(5) Every person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (4) must, in order to appear at the hearing of the application, file an appropriate notice of intervention in the record of the court and serve a copy of that notice on the Minister and on the applicant at least ten days before the day fixed for the hearing or any shorter period that the court may allow.

10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 74, de ce qui suit :

Confiscation

Confiscation

74.1 (1) En cas de déclaration de culpabilité pour une contravention aux paragraphes 69.2(1) ou (2), le ministre peut, par arrêté, ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada de l'appareil de télécommunication en cause pour qu'il en soit disposé, sous réserve des paragraphes (2) à (6), suivant ses instructions.

(2) Le cas échéant, il fait publier un avis de la confiscation dans la *Gazette du Canada*.

Avis

(3) Quiconque, n'étant pas partie à la procédure ayant mené à la confiscation, revendique un droit sur l'appareil à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou de priorité ou d'un droit semblable peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la prise de l'arrêté, requérir de tout tribunal supérieur compétent l'ordonnance visée au paragraphe (6); le cas échéant, le tribunal fixe la date d'audition de la requête.

Requête

(4) Le requérant donne avis de la requête et de la date fixée pour l'audition, au moins trente jours avant celle-ci, au ministre et à toute personne qui, à sa connaissance, revendique un droit sur l'appareil à l'un des titres énumérés au paragraphe (3). À défaut de cet avis, le tribunal peut conclure à l'abandon de la requête.

Avis

(5) À l'exception du ministre, la personne qui reçoit signification d'un tel avis et désire comparaître lors de l'audition de la requête dépose au greffe du tribunal, au moins dix jours avant la date fixée pour l'audition ou dans le délai plus court fixé par le tribunal, un avis d'intervention dont elle fait transmettre copie au ministre et au requérant.

Avis d'intervention

Order
declaring
nature and
extent of
interests

(6) An applicant or intervener is entitled to an order declaring that their interest is not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of their interest and the priority of their interest in relation to other interests recognized under this subsection, and the court may, in addition, order that the apparatus to which the interests relate be delivered to one or more of the persons found to have an interest in the apparatus, or that an amount equal to the value of each of the interests so declared be paid to the persons found to have those interests, if, on the hearing of an application under this section, the court is satisfied that the applicant or intervener

(a) is innocent of any complicity and collusion in any conduct that caused the apparatus to be subject to forfeiture; and

(b) in the case of owners, exercised all reasonable care in respect of the persons permitted to obtain possession and use of the apparatus to satisfy themselves that it was not likely to be used in the commission of an offence arising out of a contravention of section 69.2.

(7) Any persons convicted in respect of the forfeited apparatus are jointly and severally or solidarily liable for all the costs of inspection, seizure, forfeiture or disposition incurred by Her Majesty that exceed any proceeds of the disposition of the apparatus that has been forfeited to Her Majesty under this section.

Liability for
costs

1987, c. 12;
R.S., c. 9 (3rd
Supp); 1991,
c. 11; 1993, c.
38; 1994, c.
24; 1995, cc.
1, 5

TELEGLOBE CANADA REORGANIZATION AND
DIVESTITURE ACT

11. The definition “designated telecommunications common carrier” in subsection 2(1) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act* is repealed.

12. Section 5 of the Act is repealed.

13. Section 6 of the Act is repealed.

14. Section 7 of the Act is repealed.

15. Section 8 of the Act is repealed.

16. Section 10 of the Act is repealed.

1995, c. 5,
par. 25(1)(z.4)

(6) Le requérant et les intervenants sont fondés à obtenir une ordonnance préservant leurs droits des effets de la confiscation et déclarant la nature, l'étendue et le rang de ces droits, lorsque le tribunal est convaincu, à l'issue de l'audition, de ce qui suit :

a) le requérant et les intervenants ne sont coupables ni de complicité ni de collusion à l'égard des actes qui ont rendu l'appareil de télécommunication susceptible de confiscation;

b) celles de ces personnes qui en sont propriétaires ont exercé toute la diligence voulue pour s'assurer que les personnes ayant droit à la possession et à l'exploitation de l'appareil ne risquaient pas en cette qualité de perpétrer l'une des infractions créées par l'article 69.2.

Le tribunal peut, dans ce cas, ordonner soit la remise de l'appareil en cause à l'une ou plusieurs des personnes dont il constate les droits, soit le versement à celles-ci d'une somme égale à la valeur de leurs droits respectifs.

(7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets confisqués au titre du présent article sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables des frais — liés à la visite, à la saisie, à la confiscation ou à l'aliénation — supportés par Sa Majesté lorsqu'ils en excèdent le produit de l'aliénation.

Ordonnance

Frais

LOI SUR LA RÉORGANISATION ET L'ALIÉNATION
DE TÉLÉGLOBE CANADA

11. La définition de « entreprise désignée d'exploitation de télécommunications », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada*, est abrogée.

12. L'article 5 de la même loi est abrogé.

13. L'article 6 de la même loi est abrogé.

14. L'article 7 de la même loi est abrogé.

15. L'article 8 de la même loi est abrogé.

16. L'article 10 de la même loi est abrogé.

1987, ch. 12;
L.R., ch. 9
(3^e suppl.);
1991, ch. 11;
1993, ch. 38;
1994, ch. 24;
1995, ch. 1, 5

1995, ch. 5,
al. 25(1)z.4)

17. Section 12 of the Act is repealed.

18. Section 13 of the Act is repealed.

19. Section 17 of the Act is repealed.

20. Section 18 of the Act is repealed.

21. Section 24 of the Act is repealed.

22. Section 33 of the Act is replaced by the following:

33. An agreement or arrangement referred to in section 29 of the *Telecommunications Act* or a limitation of liability referred to in section 31 of that Act that was entered into or imposed, respectively, by the new corporation, or to which the new corporation is an assignee or a successor on the coming into force of this section, and that is in effect on the coming into force of this section, is deemed to have been approved under section 29 or 31 of that Act.

23. Schedules I and II to the Act are repealed.

COMING INTO FORCE

24. This Act or any of its provisions, or any provision of any Act as enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

17. L'article 12 de la même loi est abrogé.

18. L'article 13 de la même loi est abrogé.

19. L'article 17 de la même loi est abrogé.

20. L'article 18 de la même loi est abrogé.

21. L'article 24 de la même loi est abrogé.

22. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. Un accord ou une entente visé à l'article 29 de la *Loi sur les télécommunications* conclu par la nouvelle société, ou qui s'applique à son profit, ainsi que la limitation de responsabilité fixée pour elle aux termes de l'article 31 de cette loi, ou qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, s'applique à son profit, qui sont en vigueur à cette date sont censés avoir fait l'objet de l'approbation prévue aux articles 29 ou 31 de cette loi, selon le cas.

23. Les annexes I et II de la même loi sont abrogées.

ENTRÉE EN VIGUEUR

24. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions de toute loi édictée ou modifiée par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

1993, ch. 38,
art. 118

1995, ch. 1,
al. 62(1)(v)

1993, ch. 38,
art. 119

Accords et
restrictions
de
responsabilité

Entrée en
vigueur

1993, c. 38,
s. 118

1995, c. 1,
par. 62(1)(v)

1993, c. 38,
s. 119

Deemed
approval

Coming into
force

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9